TRANSPARENCY INTERNATIONAL
SCHWEIZ SUISSE SVIZZERA SWITZERLAND

DOCUMENT D'ARCHIVE

Ce document provient des archives de Transparency International Suisse. Certaines des informations contenues ne reflètent peut-être plus la situation actuelle.

Transparency International Suisse publie régulièrement de nouvelles informations actualisées. Vous pouvez les trouver sur **www.transparency.ch**.

Transparency International Suisse est financée à travers des cotisations de membres et des dons.

Si vous souhaitez soutenir ce travail, veuillez cliquer sur le lien suivant :

FAIRE UN DON →

Transparency International Suisse
Schanzeneckstrasse 25 · Case postale · CH-3001 Berne

TRANSPARENCY INTERNATIONAL
SCHWEIZ SUISSE SVIZZERA SWITZERLAND

Schanzeneckstrasse 25
Case postale
3001 Berne

Tél. +41 (0)31 382 35 50

info@transparency.ch
www.transparency.ch

Communiqué de presse

Journée mondiale contre la corruption du 9 décembre 2019

Lutte contre la corruption: la Suisse manque d'empressement

Berne, le 9 décembre 2019 – Le bilan tiré à l'occasion de la Journée mondiale contre la corruption célébrée aujourd'hui est décevant: la corruption a le vent en poupe dans le monde entier et la Suisse est elle aussi enlisée dans la lutte et la prévention de ce phénomène. Aujourd'hui encore, des intermédiaires financiers suisses et des sociétés internationales de négoce en matières premières ayant leur siège dans notre pays sont régulièrement impliqués dans des scandales internationaux. Notre législation antiblanchiment d'argent ne satisfait pas, dans des domaines importants, aux normes internationales minimales. Notre pays présente également des carences importantes en matière de protection des lanceuses-eurs d'alerte, de lobbying et de transparence du financement de la vie politique, étant le seul pays européen à ne pas avoir légiféré dans ce dernier domaine.

Dans la lutte mondiale contre la corruption, le 9 décembre est à marquer d'une pierre blanche: il y a 16 ans, les Nations Unies ouvraient à la signature la Convention contre la corruption, premier traité contraignant conclu dans ce domaine. Aujourd'hui, le bilan est décevant: selon le dernier indice de perception de la corruption de Transparency International, la corruption a de nouveau augmenté dans le monde. La Suisse ne fait pas non plus de progrès, bien au contraire: la corruption y sévit aussi, sous ses formes les plus diverses, souvent derrière un écran opaque et à l'insu des autorités. De surcroît, la Suisse a une longueur de retard dans la mise en œuvre des normes internationales minimales sur des points importants.

Affaires internationales de corruption et de blanchiment d'argent: la Suisse reste un point névralgique

À l'heure du bilan annuel, nous constatons que des acteurs suisses restent régulièrement impliqués dans des scandales internationaux de corruption et de blanchiment d'argent. Le Ministère public de la Confédération vient de condamner le négociant genevois en matières premières Gunvor au paiement de la somme record de 94 millions de francs pour diverses graves infractions en matière de corruption. Une soixantaine de procédures pénales sont en cours en Suisse en lien avec le scandale entourant les sociétés brésiliennes Odebrecht et Petrobras et une procédure pénale a été ouverte en 2019 devant le Tribunal pénal fédéral contre un intermédiaire financier suisse. La compagnie pétrolière nationale du Venezuela (PDVSA) est soupçonnée d'avoir blanchi plus de 4 milliards de dollars par l'entremise de banques suisses. Une procédure pénale à cet égard est en cours et la FINMA, l'autorité de surveillance des banques, mène des enquêtes sur plusieurs intermédiaires financiers. Des enquêtes pénales suivent aussi leur cours dans le cadre du scandale entourant le fonds souverain malaisien 1MDB – dans lequel la FINMA a constaté que plusieurs banques avaient gravement enfreint la législation contre le blanchiment d'argent –, ainsi que dans le cadre de la bonne vingtaine de procédures pénales ouvertes en lien avec la FIFA.

Les scandales de blanchiment d'argent portant sur des milliards de francs, mais aussi l'implication d'acteurs suisses dans des systèmes offshore opaques dévoilée notamment par les «Panama Papers», prouvent que le dispositif antiblanchiment suisse présente des lacunes importantes et doit impérativement être renforcé. Au moins, le Conseil fédéral et certains milieux parlementaires l'ont certes enfin reconnu – même si les pressions internationales ont à nouveau été déterminantes –, mais les propositions faites jusqu'ici pour modifier la loi applicable sont toujours insuffisantes et demeurent clairement en retard sur le droit européen. Cette situation

Document d'archive – Transparency Suisse – informations actuelles sur www.transparency.ch

ouvre toujours grand les vannes aux abus, en lien en particulier avec les trusts et les sociétés offshore, mais aussi dans d'autres domaines non moins cruciaux, que la révision en cours n'a même pas abordés pour l'instant: le négoce de biens immobiliers, d'œuvres d'art et de produits de luxe.

Lanceurs-euses d'alerte sans protection

C'est un lanceur d'alerte qui a révélé l'un des plus grands scandales du secteur de la construction en Suisse, montrant une nouvelle fois les grands risques que courent dans notre pays les personnes qui s'opposent à une irrégularité interne, voire à une infraction, et la dénoncent aux autorités ou directement au public. Ces lanceurs d'alerte jouent un rôle crucial dans la lutte contre la corruption, qui, par sa nature même, a lieu en coulisse et reste presque impossible à détecter pour les acteurs externes, en particulier les autorités de poursuite pénale, sans l'intervention de tiers.

Alors que les 28 pays de l'Union européenne ont adopté en 2019 une amélioration de la protection légale des lanceurs-euses d'alerte qui fera date, la Suisse fait du surplace. Tant attendue, la révision du droit du travail visant à améliorer cette protection ne fait guère de progrès, bien au contraire: le projet de réforme à l'étude depuis plus de dix ans risque même d'être définitivement enterré. Durant la session parlementaire qui vient de commencer, il incombera au Conseil aux États d'empêcher cet échec. Même si le projet de loi est perfectible, il renforce globalement la protection des lanceurs-euses d'alerte et augmente la sécurité juridique pour les employeurs et pour les employé-e-s.

Lobbying et financement de la vie politique: le règne de l'opacité

L'année électorale 2019 a montré de façon éclatante l'importance des moyens financiers mis en œuvre en politique suisse. L'opacité règne toutefois sur l'origine et le montant des donations: la Suisse est le seul pays d'Europe qui refuse à ses citoyen-ne-s l'accès à ces informations pourtant vitales en démocratie. Il est donc d'autant plus important que l'initiative populaire pour plus de transparence dans le financement de la vie politique soit soumise au peuple dans les plus brefs délais, afin que ce grave vice de notre démocratie soit enfin supprimé.

La situation n'est pas plus réjouissante en ce qui concerne le lobbying: sur bien trop d'aspects, elle pèche par un excès d'opacité, de laxisme et de déséquilibre. Les pressions les plus efficaces sont exercées dans l'ombre, car la Suisse ne dispose ni des bases légales ni de la volonté politique d'enregistrer systématiquement les actes des lobbyistes, ce qui permettrait de publier l'«empreinte législative» réelle de tout projet de loi. Sans compter que le registre public des liens d'intérêt des parlementaires – parfois très conséquents – n'est pas assez détaillé, de sorte que des informations essentielles, comme les aspects financiers des mandats accessoires, restent secrètes. D'autres zones grises de la lutte contre la corruption font aussi partie du quotidien politique suisse, du fait de l'absence de règles efficaces, comme pour les invitations somptuaires et les «voyages d'information» offerts aux député-e-s ou encore le pantouflage des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires de la Confédération qui rejoignent l'économie privée et les associations de lobbyistes.

Contact médias
Martin Hilti, directeur
Transparency International Suisse (Berne)
Tél.: +41 (0)31 382 35 50; courriel: info@transparency.ch

Transparency International (TI) Suisse est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. TI Suisse combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch

Document d'archive – Transparency Suisse – informations actuelles sur www.transparency.ch